

LA

Double

DÉCADENCE DU CAPITALISME

CONFÉRENCE DONNÉE AU JEUNE BARREAU DE BRUXELLES

LE 7 AVRIL 1892

PAR

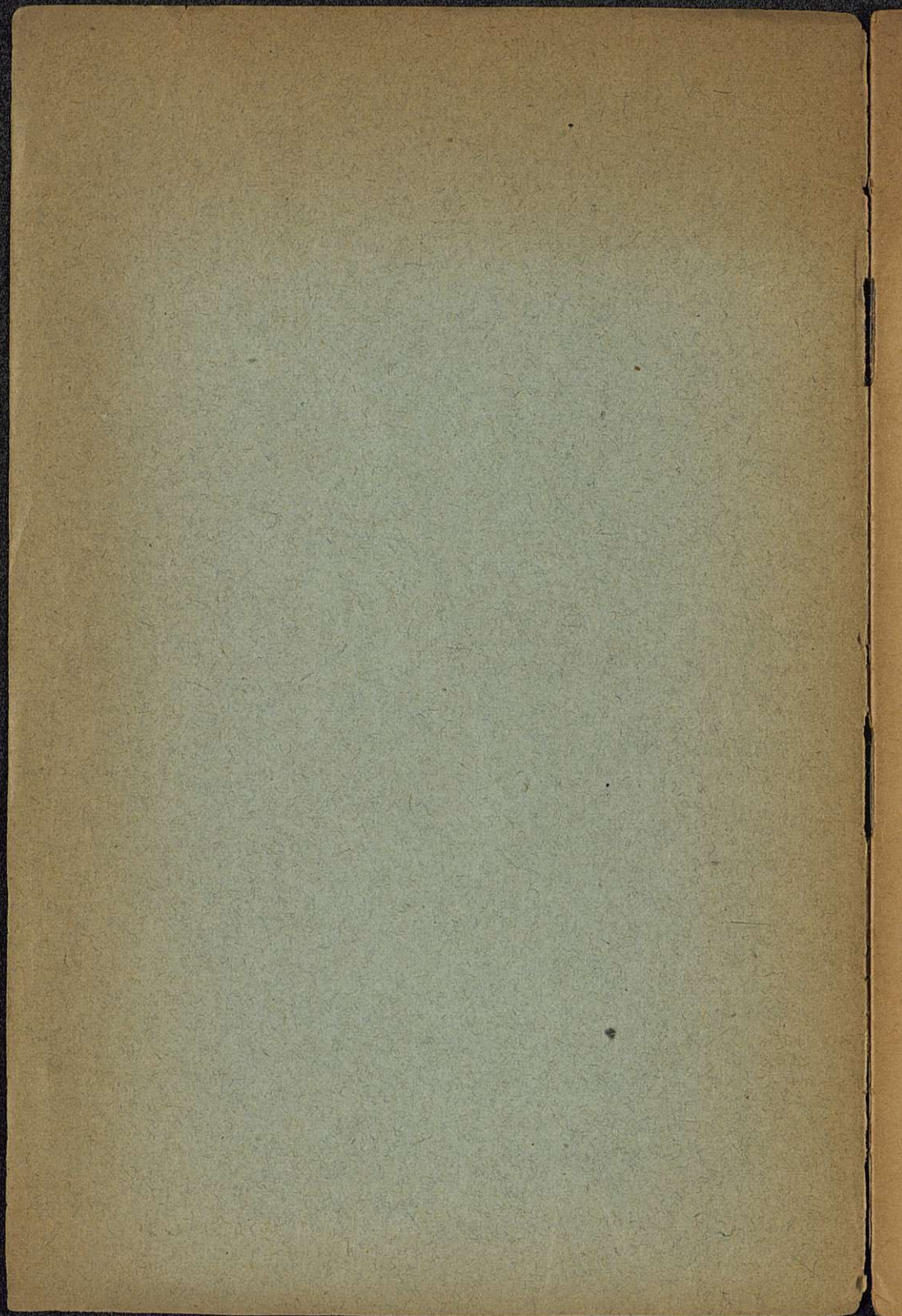
ÉMILE VANDERVELDE

Extrait de la REVUE DE BELGIQUE

GAND

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE « VOLKSDRUKKERIJ », RUE HAUTPORT, 29

1902



LA

Henri DISIÈRE
DINANT

DÉCADENCE DU CAPITALISME

CONFÉRENCE DONNÉE AU JEUNE BARREAU DE BRUXELLES
LE 7 AVRIL 1892

PAR

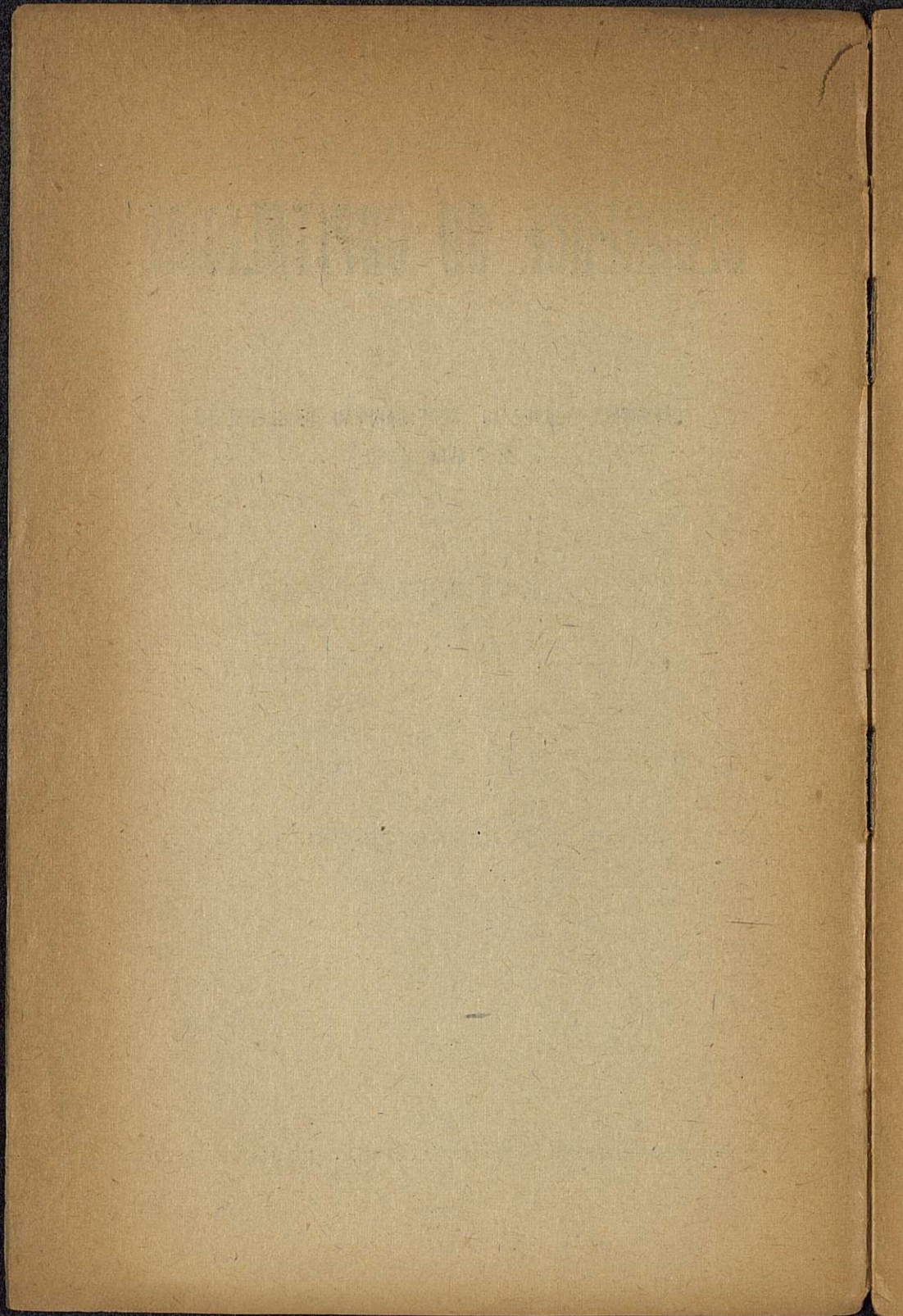
ÉMILE VANDERVELDE

Extrait de la REVUE DE BELGIQUE

GAND

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE « VOLKSDRUKKERIJ », RUE HAUTPORT, 29

—
1902



AVANT-PROPOS

A la demande de mes amis du « Vooruit », je reproduis, telle quelle, sans y apporter d'autres changements que des changements de chiffres, la conférence que j'ai faite le 7 avril 1892, au Jeune Barreau de Bruxelles. J'ai, depuis lors, complété cette esquisse, dans mon livre, paru en 1901 : Le Collectivisme et l'évolution industrielle, publié par la Société Nouvelle de Librairie et d'édition, à Paris.

E. Vandervelde.

1841-1842

1843-1844

LA DÉCADENCE DU CAPITALISME

Le capitaine Jérôme Becker, dans le journal de ses pérégrinations au cœur de l'Afrique, relate une très curieuse entrevue qu'il eut avec le Bonaparte de la province d'Équatoria, Mirammbo, c'est-à-dire « le faiseur de cadavres », un vrai type de roitelet nègre, marchand d'hommes, voleur d'ivoire, brûleur de villages et tant soit peu cannibale. Au récit des splendeurs de notre civilisation industrielle, le sauvage fut transporté d'enthousiasme et s'écria que, dans ces beaux pays, les *vazzias* devaient être inconnues et que, sans aucun doute, on se partageait fraternellement les richesses? Embarrassante question, à laquelle M. Becker déclare qu'il n'osa pas répondre, qu'il n'osa pas avouer que beaucoup de nos travailleurs « libres » s'estimeraient heureux de n'être pas plus mal traités que les esclaves de Tippou-Tib ou les sujets du roi Msiri. En Afrique, du moins, dit-il en substance, le droit général à la culture du sol rend impossible l'effroyable prolétariat qui ronge les sociétés modernes (1).

Ainsi donc, les officiers belges envoyés au Congo pour civiliser l'Afrique servile en arrivent à penser que les noirs, vivant sur une terre encore inculte, dévastée par les Arabes, ravagée par les guerres entre tribus, mais non *appropriée par une classe*, se trouvent dans une condition économique moins défavorable, à beaucoup d'égards, que celle des ouvriers européens, prolétaires sans propriété et sans crédit.

Et cependant il est impossible d'expliquer ce contraste en disant que, dans nos pays de population dense, il y a trop de bouches à nourrir, qu'il n'y a pas assez pour tout le monde. Dans une série d'études remarquables (2) basées exclusivement sur des documents officiels, le prince Kropotkine a démontré, d'une manière péremptoire, qu'en *Europe et aux États-Unis, il y a chaque année deux fois plus de produits alimentaires et trois fois plus de produits industriels qu'il n'en faut pour subvenir à tous les besoins actuels de l'homme* (3).

(1) Journal le *Mouvement géographique*, 1884, p. 42.

(2) Publication du journal la *Révolution*: « Les produits de la terre. Les produits de l'industrie. » Paris, 1888.

(3) M. Kropotkine, dans sa brochure : *Richesse et misère*, s'est efforcé de chiffrer ses résultats en argent, bien que de pareilles données soient nécessairement très approximatives. En tenant compte de la valeur de la production générale et du nombre des habitants dans les pays industriels de l'Europe et des États-Unis, il arriva à ce résultat que, dans l'hypothèse d'une répartition égalitaire, le revenu par tête, pour l'année 1887, eût été de 2,671 francs dans les villes et de 2,632 francs dans les campagnes. Or, il ne faut en moyenne que 420 francs pour vivre à un ouvrier agricole et 650 francs à un ouvrier industriel.

Par conséquent, la cause dernière de notre misère sociale, ce n'est pas l'insuffisance de la production, mais un vice fondamental dans la répartition des richesses. D'ailleurs, les socialistes ont démontré depuis longtemps que ce vice fondamental, c'est la division des sociétés modernes en deux classes héréditaires, caractérisées, l'une par la *propriété*, l'autre par la *non-propriété* des capitaux.

Il va sans dire que quand nous parlons de propriétaires et de non-propriétaires, point ne s'agit de la propriété des moyens de consommation, des choses nécessaires à la vie : si pauvre que soit un homme, il est toujours propriétaire de quelque chose, ne fût-ce que ses hardes, son lit et son michet de pain. Mais ce qui constitue l'essence du régime capitaliste, c'est que les seuls individus appartenant à la classe bourgeoise ont le monopole des moyens de production, la propriété exclusive des richesses que l'on peut *faire valoir* : la terre, les mines, les fabriques, les instruments de crédit, tout ce qui engendre l'intérêt des capitaux, la rente des forces naturelles.

Quant aux ouvriers, non-propriétaires de ces instruments indispensables à leur travail, ils ne peuvent en obtenir l'usage qu'en abandonnant à ceux qui les détiennent une part de leur produit. Et, grâce à ce prélèvement, quiconque est propriétaire de moyens de production en quantité suffisante a le droit absolu, non seulement de vivre lui-même à ne rien faire, mais encore — en vertu des lois successorales — de transmettre ce privilège à ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants. Théoriquement, il n'y a pas de raisons pour que cela s'arrête : jusqu'à la fin des temps, son or fera des petits, sa terre trouvera des fermiers, ses actions produiront des dividendes. Si notre code civil devait rester immuable et si, d'autre part, les familles bourgeoises ne dégénéraient pas au bout de quelques générations, rien ne pourrait empêcher que dans un siècle, dans dix siècles, dans les temps infiniment éloignés où Sirius disparaîtra de l'horizon des nuits d'Europe, les descendants des capitalistes actuels ne continuent à exploiter les descendants de notre prolétariat,

Est-il besoin d'ajouter que pareille éventualité n'est pas à craindre ? L'une des plus évidentes caractéristiques de l'évolution sociale, c'est la disparition de plus en plus rapide de l'hérédité des charges, des fonctions, des titres et des privilèges. Au moyen âge, tout se transmettait de père en fils, sauf la soutane et la tonsure. De ce passé, que reste-t-il ? Deux vestiges : l'hérédité monarchique et l'hérédité capitaliste, le droit de succession des rois, le droit de succession des rentiers. Encore n'invoque-t-on plus exclusivement, pour

justifier ces institutions, les principes qui leur donnaient, à l'origine, un caractère absolu : le droit divin pour la monarchie, le droit naturel pour la propriété ; la discussion porte surtout sur le point de savoir si leur maintien est ou n'est pas conforme à l'intérêt général.

Pour ce qui est de la monarchie, la question paraît devoir être tranchée par la force même des choses : partout où elles n'ont pas été brusquement supprimées, les vieilles dynasties s'en vont de leur belle mort, tout comme ces microbes, issus de même culture, dont les conjugaisons finissent par devenir stériles. Je me souviens avoir vu, au château de Rosemberg, la galerie des portraits de la famille royale du Danemark : elle commence par le colossal Christian IV, l'ami du Taciturne, et se termine par un paranoïde petit prince, à face asymétrique et à crâne de microcéphale. Une seule interruption — vers le milieu du XVIII^e siècle — dans cette série décroissante ; mais le cicérone attribue cette éphémère amélioration de la race à l'influence prépondérante du premier ministre Anckarshöm.

Inutile d'insister ; d'autant plus qu'aujourd'hui la plupart des gens font assez bon marché de l'hérédité monarchique, sauf à défendre, avec d'autant plus d'énergie, le principe de l'hérédité capitaliste. Pour eux, l'État, c'est la force armée contre les va-nu-pieds ; la religion, c'est la sauvegarde des riches ; la famille, c'est le droit de succession ; mais la propriété, voilà la chose essentielle, l'arche sainte qu'il faut défendre envers et contre tous. N'est-il pas juste, naturel, inévitable, que celui qui détient une terre, une fabrique, un capital quelconque, ne les mette à la disposition d'autrui que moyennant une rémunération ? Pourquoi s'en dessaisirait-il pour les beaux yeux de son prochain ? Supprimez l'intérêt, vous tarissez les sources de l'épargne ; interdisez le bail à ferme, et les propriétaires laisseront leurs champs en friche !

A tout cela, nous n'avons garde de contredire. Dès l'instant où l'on admet le *capitalat*, il faut en accepter les corollaires. Vouloir supprimer l'intérêt et la rente en maintenant la propriété privée, c'est vouloir empêcher un pommier de donner des pommes, un troupeau de moutons de produire des agneaux. Mais ce que les socialistes soutiennent, c'est qu'à partir du moment où l'hérédité capitaliste présente plus d'inconvénients que d'avantages, il est un remède efficace contre les abus qu'elle entraîne : l'*agrandissement du domaine collectif aux dépens du domaine privé*. Dans toute branche d'industrie où les capitaux appartiennent à la nation, — les chemins de fer, par exemple, — la rente et l'intérêt, en un mot, les profits, sont absorbés par la communauté, au lieu de passer dans les coffres-forts des individus. Si ce mode d'ap-

appropriation venait à se généraliser, si tous les moyens de production entraient dans le domaine public, nul n'aurait d'autres moyens d'existence que son travail — je laisse de côté, bien entendu, les institutions d'assurance et d'assistance, et ainsi se trouverait enfin réalisée cette parole de l'un des pères de l'Église : « Ceux qui ne travaillent pas, ne mangeront pas ! »

Aujourd'hui, hélas ! c'est trop souvent le contraire : ceux qui ne travaillent pas mangent trop ; ceux qui travaillent ne mangent pas assez.

Schweininger, le médecin de Bismark, fait fortune en créant un sanitarium où les riches vont se débarrasser de l'excès de leur graisse, et, pendant ce temps, les administrateurs du *Volksbelang* ou du *Vooruit* sont d'accord pour vous dire qu'à la fin de chaque quinzaine, on voit invariablement décroître la consommation de pain, parce que les ouvriers gantois n'ont plus assez d'argent pour pouvoir en manger à leur suffisance.

Voulez-vous retrouver ce contraste dans des proportions plus vastes, plus émouvantes encore ? Et ce, sur la plus riche terre d'Europe, en France ; dans la plus riche ville de France, Paris ? Il nous suffira de consulter la carte dressée par M. Manouvrier, d'après les statistiques de Bertillon, et indiquant la taille moyenne des conscrits, l'intensité des maladies contagieuses, le nombre des illettrés, etc., dans chacun des vingt arrondissements. Les indications favorables sont teintées en rouge, les indications défavorables, en bleu. Eh bien ! dès le premier coup d'œil, on constate une opposition véritablement effrayante entre le rouge cœur de la ville et la sinistre périphérie des faubourgs populaires : d'un côté, *la taille des conscrits est au-dessous de la moyenne de la race ; de l'autre, elle est au-dessus*. Au centre, c'est le beau Paris, le Paris des larges boulevards, le Paris qui élit des conservateurs : les maladies sont rares, les ignorants clairsemés, la taille haute ; elle atteint son maximum (1^m66) dans les quartiers de la Madeleine et des Champs-Élysées. Dans les faubourgs, au contraire, c'est le règne exclusif du bleu ; la séparation des classes ne se marque pas seulement dans l'antagonisme de leurs intérêts ou la diversité de leurs tendances ; elle s'inscrit dans l'ossature des hommes qui les composent : la taille moyenne décroît à mesure que l'on s'enfonce dans les quartiers populaires. Et — symbolisme profond que n'expliquent pas seulement les hasards de la guerre — elle atteint son minimum dans le quartier du Père-Lachaise, où la Commune agonisante concentra son effort suprême et vit périr la sainte canaille de ses derniers défenseurs.

Devant de pareils faits, qui, dans l'enceinte d'une seule ville,

constatent la dégradation collective de plus d'un million d'hommes, les professeurs dissertent, les bourgeois s'apitoyent et font des distributions de soupe, mais les socialistes remontent aux causes. Et parmi les prolétaires, de plus en plus nombreux sont ceux qui, dans les mansardes ou dans les caves, sous nos pieds ou au-dessus de nos têtes, là-bas, dans les ruelles infectes de la paroisse des Minimes, plus loin, dans les sombres corons du Borinage — se posent certaines questions, grosses de foudroyantes tempêtes. Celle-ci, par exemple : Combien coûte, à la communauté, l'entretien d'un millionnaire qui ne fournit aucun travail, — il en est, à coup sûr, — et qui prélève tous les ans quelque vingt-cinq mille livres sur le revenu national ?

Le calcul est simple : 25,000 francs = le prix de dix mille journées de travail à 2 fr. 50 c., ce qui est à peu près la moyenne des salaires en Belgique. En d'autres termes, grâce à cette poule aux œufs d'or qui s'appelle le capital, quiconque s'est donné la peine de naître millionnaire, obtient gratuitement et chaque année le prix de dix mille journées de travail. Si cet heureux mortel devait être entretenu par un seul homme, il faudrait que le pauvre diable peinât pendant trente ans et plus pour payer le revenu annuel de son maître — sans compter ce qu'il devrait gagner pour son propre entretien. Si, dans notre complexe organisation sociale, le phénomène n'apparaît pas avec cette clarté révolutionnaire, c'est parce que la dime capitaliste se répartit sur un grand nombre de têtes : au lieu d'un homme travaillant trente ans, il y en aura, par exemple, cent qui devront donner tous les ans 30 p. c. de leur salaire, ou bien trois cents qui seront obligés d'en abandonner 10 p. c. Mais qui soutiendra que la diffusion d'une injustice a pour résultat de la faire disparaître ?

Il n'est guère douteux que si la question se posait dans ces termes extrêmes, — *propriété sans travail et travail sans propriété*, — si les classes en présence se composaient exclusivement, l'une de fainéants exploiters, l'autre de travailleurs exploités, la solution ne se ferait pas longtemps attendre. Malheureusement ou heureusement, cela dépend des points de vue, la lutte des classes ne se produit pas dans de telles conditions de simplicité. A côté des parasites, dans toute la force du terme, il y a dans la classe bourgeoise un grand nombre d'hommes, le plus grand nombre même, qui ne vivent pas exclusivement de la substance d'autrui. Ce sont à la fois des travailleurs et des capitalistes : leur revenu dérive pour partie de leur travail (honoraires et profits), pour partie du travail des autres (rente et intérêts). Il est même certain — j'attire votre

attention sur ce point — que pour beaucoup d'entre eux, si cette seconde source de revenu venait à se tarir, l'autre coulerait plus abondamment.

En effet, c'est la concurrence des amateurs qui fait baisser la rémunération des travaux intellectuels, c'est parce que beaucoup de magistrats et de professeurs ont des rentes, ou d'autres moyens d'existence, qui leur permettent de s'attacher surtout au caractère honorifique de leurs fonctions, que les juges gagnent 5.000 francs par an et que certains professeurs d'université ont un traitement de 1,200 francs; c'est parce que beaucoup de nos confrères ont largement de quoi vivre, qu'ils peuvent se charger gratuitement d'un grand nombre d'affaires et déprécier d'autant les honoraires des avocats moins fortunés.

En régime non capitaliste, au contraire, tous les professeurs seraient payés comme le sont aujourd'hui les professeurs des universités de l'État; les magistrats, n'ayant d'autres moyens d'existence que leur traitement, exigeraient la juste rémunération des services qu'ils rendent, et les avocats, — pour autant qu'il en reste, dans une société où les procès se feraient de plus en plus rares, — les avocats, dis-je, ne compteraient plus dans leurs rangs (il faut que ces choses soient dites) de véritables prolétaires intellectuels, irrémissiblement condamnés à vivre d'expédients.

Et cependant, chose curieuse, c'est précisément parmi les magistrats, les avocats, les juristes en général, parmi tous ceux qui auraient plutôt à gagner qu'à perdre au triomphe du socialisme, que celui-ci rencontre les plus obstinés adversaires. Il n'y a pas bien longtemps, l'un de nos plus grands, sinon le plus grand, de nos industriels me faisait une profession de foi collectiviste, tandis que dans les dissertations des jurisconsultes, les revues de droit, les mercuriales des procureurs, on est toujours certain de retrouver intacte l'argumentation classique en faveur du capitalisme.

Si vous le voulez bien, nous passerons rapidement ces arguments en revue, et je souhaite — n'osant pas dire j'espère — que l'analyse impartiale des profits de la classe capitaliste vous démontre qu'ils ne sont pas en rapport avec les services rendus à la communauté.

Ces profits peuvent être décomposés en trois éléments :

1^o *Rémunération des capitaux mobiliers et immobiliers engagés dans l'entreprise;*

2^o *Rémunération du travail de direction et de tous les services non payés directement que le capitaliste rend à la collectivité;*

3^o *Prime d'assurance contre les risques.*

Je pense que nous pouvons immédiatement écarter de la discussion ce dernier élément : les ouvriers qui crient famine en temps de crise et qui sont jetés sur le pavé quand on ferme l'usine, courent des risques au moins aussi grands que le patron qui est menacé de faire faillite. Au surplus, si le risque existe pour les individus, il n'existe pas pour la classe capitaliste. Certains charbonnages sont en perte, nouent péniblement les deux bouts, ou sont incendiés par un coup de grisou, comme à Anderlues, mais sauf deux ou trois années exceptionnelles, l'industrie charbonnière, prise dans son ensemble, fait constamment des bénéfices. Toutes autres conditions restant égales, l'État, devenant propriétaire des mines, ne courrait aucun risque de faire des pertes.

De ce côté donc, aucun argument à tirer en faveur du système capitaliste. En revanche, on insiste sur les autres éléments de profit, et l'on soutient que la généralisation du régime collectiviste serait impossible, que le maintien de l'hérédité capitaliste est indispensable, parce que la classe bourgeoise remplit et qu'elle seule peut remplir une triple fonction :

1^o C'est elle qui *capitalise*, qui accumule le capital social ; 2^o qui dirige la production industrielle et les opérations commerciales ; 3^o qui se livre, grâce à ses loisirs, aux travaux intellectuels non payés ou mal payés.

En réalité donc, les capitalistes seraient de véritables fonctionnaires, avec plus de responsabilité et plus d'initiative ; et, en échange de leurs services, ils reçoivent un triple salaire : *salaire de direction, salaire des travaux intellectuels* dont leur classe a le monopole, *salaire des privations* qu'ils s'imposent en épargnant, au lieu de manger leur blé en herbe.

Qu'il y ait une âme de vérité dans cette argumentation, nous ne songeons nullement à le contester. Si les capitalistes venaient à s'évanouir, comme les filles-fleurs de Klingson devant Parsifal triomphant, on s'apercevrait à coup sûr qu'ils ne sont pas complètement parasites ; mais, en revanche, il n'est pas difficile de démontrer :

1^o *Que, de plus en plus, leur classe exerce les fonctions qui lui incombent d'une manière défectueuse et onéreuse ;*

2^o *Que d'autres organes pourraient remplir ces fonctions, et commencent, dès à présent, à le faire dans des conditions beaucoup plus satisfaisantes.*

C'est ce que nous allons examiner successivement pour les travaux intellectuels, la direction des entreprises et les nécessités de la capitalisation,

I. — TRAVAUX INTELLECTUELS.

En régime capitaliste, pour faire de l'art ou de la science sans courir le risque de terminer ses jours à l'hôpital, il faut réaliser l'une ou l'autre de ces deux conditions : avoir des rentes, ou bien faire des travaux et des œuvres qui soient utiles ou agréables à ceux qui en ont. *La concentration des capitaux matériels a pour corollaire la concentration des capitaux intellectuels.* Notre civilisation est une civilisation de minorité. Il faut que des millions de prolétaires entretiennent des milliers de riches pour que ceux-ci produisent quelques centaines de travailleurs du cerveau. La part faite aux exceptions, l'on peut dire que dans une société capitaliste, pure de tout alliage collectiviste, les productions cérébrales, interdites à la multitude sans loisirs, sont l'apanage exclusif des bourgeois ou de ceux qui consentent à devenir leurs pensionnaires.

Les résultats de ce monopole sont aussi aisés à prévoir que faciles à constater : peu d'indépendance pour les travailleurs intellectuels ; peu de chances que des individualités supérieures ne produisent, puisque la sélection s'opère dans un milieu restreint ; peu de chances de survie pour les penseurs dont l'originalité heurte le misonéisme de ceux que Ibsen appelle « la majorité compacte et libérale ». En revanche, c'est le régime idéal pour les médiocrités de toute espèce, pour les cantatiers patriotiques, les compositeurs de *Brabançottes*, les Velasquez de la garde civique, les illustrations d'académie ou les lauréats des jeux floraux et des concours d'économie politique.

Mais pour les pauvres et les fiers, les vrais savants et les véritables poètes, l'atmosphère capitaliste est à peu près irrespirable. Rien n'est moins vrai que ce mot de Henri Heine : « Peut-être les artistes sont-ils comme les nèfles, qui mûrissent sur la paille. » L'idéal est une fleur qui a ses racines dans les conditions matérielles de l'existence. On ne saura jamais combien de magnifiques cerveaux, comprimés par la misère aux doigts d'avorteuse, se sont éteints sans avoir rien donné, ou sans avoir donné ce que l'on pouvait en attendre. Peut-être était-ce un homme de génie ce briquetier qui ne savait pas lire, et dont l'inculte cerveau dépassait en volume celui des Cuvier ou des Schiller. Si un penseur comme César De Paepe n'avait pas été engrené toute sa vie dans de veules et ingrates besognes, son œuvre, déjà si remarquable, ne serait pas fragmentaire et incomplète. Aux épreuves des grands hommes dont l'énergie a surmonté tous les obstacles, on peut juger du nombre de ceux qui sont restés en route. Que serait-il advenu d'Auguste Comte, si la

générosité de ses amis, des Littré et des Stuart Mill, n'avait soulagé sa détresse? Richard Wagner aurait-il terminé son œuvre, si Louis de Bavière ne l'avait dispensé d'écrire des romances sentimentales et des accompagnements de la *Favorite* pour deux cornets à piston?

Aujourd'hui cependant, — et surtout ailleurs qu'en Belgique, — il est beaucoup de savants et d'artistes qui, sans avoir de fortune, parviennent à trouver place au soleil et peuvent, en toute sécurité, se donner librement à leurs études. Mais c'est précisément parce que nos sociétés modernes ont cessé d'être exclusivement capitalistes, c'est à la faveur des institutions collectivistes qui sont dès à présent implantées — à l'état sporadique — dans notre régime bourgeois. Les musées, les bibliothèques publiques, les universités, avec leurs instituts et leurs laboratoires, autant de tranquilles retraites, de protectrices alvéoles pour nos poètes ou nos savants. Au moyen âge, les couvents dans les vallées ombreuses; maintenant, les services publics dans les grandes villes. Fonctionnaires, le chimiste Pasteur, l'astronome Jean Houzeau, le statisticien Carroll Whright; fonctionnaires, les trois plus grands économistes de nos jours, Wagner, professeur à Berlin, Schaeffle, professeur à Tubingue, Émile de Laveleye, professeur à Liège. Fonctionnaires aussi, pour ne citer qu'un seul artiste, notre Constantin Meunier, directeur de l'Académie de Louvain. S'il n'avait cette modeste place, pourrait-il, sans songer aux concessions imposées par les nécessités de la vente, peindre ces toiles héroïques et vengeresses, dont les bourgeois ne voudraient pas, car elles sont poignantes comme le Remords?

Il est vrai que dans notre pays, — le paradis des capitalistes, — bien rares encore sont les institutions qui consacrent ainsi le *droit d'asile*. Mais elles se multiplieront inévitablement à mesure que la démocratie militante verra grandir son influence politique, et le temps viendra où il ne sera plus nécessaire d'entretenir gratuitement des inutiles ou des oisifs pour donner des loisirs à un Jean Stas ou un Quetelet. Artistes et savants n'auront plus besoin d'être rentés pour avoir des moyens d'existence. Retranchés dans le domaine collectif, les uns pourront, tranquilles comme des bénédictins dans leur cellule, faire de la théorie pure, pendant que les autres lanceront joyeusement leurs flèches d'or contre les Philistins.

D'autre part, lorsque l'action de la loi ou des grèves aura donné aux ouvriers manuels quelques heures de loisir, les musées, les bibliothèques, les établissements de haut enseignement concourront, d'une autre manière encore, à exproprier la bourgeoisie de son monopole intellectuel. Voyez ce qui se passe dès à présent en

Angleterre : les trois-huit sont presque un fait accompli, et les ouvriers commencent à être tout autre chose que des machines vivantes : ils visitent les musées, fréquentent les bibliothèques, s'intéressent aux questions les plus ardues. L'enseignement supérieur se transforme, les universités se déplacent, une armée de professeurs se répand dans les centres industriels. Une brochure récente sur les universités itinérantes nous apprend, en effet, que les tisserands de Manchester, les mineurs du Durham, les métallurgistes du nord de l'Angleterre suivent en foule des cours de mathématiques, de chimie ou d'économie sociale, et que s'ils demeurent trop loin de la ville où les cours se donnent, ils délèguent deux ou trois de leurs camarades, chargés de prendre des notes et de reproduire aussi fidèlement que possible les leçons qu'on leur a données.

En présence de pareils faits, est-il encore possible de prétendre que le maintien du régime capitaliste est indispensable à la conservation et au développement de la vie intellectuelle ? Ne voit-on pas au contraire, que dans une société collectiviste, rien ne serait plus facile que de créer des loisirs aux artistes et aux savants, soit en leur accordant des primes collectives, soit en les nommant à des fonctions peu absorbantes ? Que, bien plus, il n'est pas téméraire de prévoir que le jour viendra où tout le monde aura le temps de se livrer à des travaux intellectuels, où l'on verra — comme dans *News from nowhere* de Morris — des tisserands économistes, des fileurs mathématiciens, des historiens balayeurs de rues, et qui sait ? peut-être même des poètes qui demanderaient à faire la vidange, parce que les travaux répugnants seraient les moins prolongés : besogner une heure à la ferme des boues et rêver le reste du temps au coin du feu ou, au grand soleil, cela ne vaudrait-il pas mieux pour un artiste que d'être condamné, pour vivre, à gratter interminablement du papier dans un ministère ou dans les bureaux de rédaction d'un journal quotidien ?

Mais revenons à la réalité présente, et après avoir démontré qu'il n'est plus possible de justifier, par des considérations indirectes, le maintien du régime capitaliste, passons aux tentatives de justification directe des profits du capital.

II. — DIRECTION DES ENTREPRISES.

A entendre la plupart des économistes, c'est la rémunération du travail de direction qui constitue la majeure partie des profits : les prolétaires ne gagneraient donc rien, ou presque rien, à l'appropriation collective, puisqu'il faudrait payer, sous forme de traitements, ce que les ca-

pitalistes reçoivent maintenant sous forme de profits. Bien plus, ils y perdraient sans doute, parce que le fonctionnaire prendrait sa tâche bien moins à cœur que l'entrepreneur libre.

L'argument ne manque pas d'une certaine portée, dans la petite et même dans la moyenne industrie, lorsqu'il s'agit d'un paysan qui travaille avec deux ou trois valets de ferme, ou d'un filateur de Roulers ou d'Eecloo, qui entre dans sa fabrique avant l'aube, vêtu comme le dernier de ses ouvriers, besogne d'arrache-pied pendant treize ou quatorze heures, et souvent, après que la cloche a sonné pour les autres le repos du soir, s'use encore les yeux à faire de la comptabilité.

En revanche, il existe des industries, de plus en plus nombreuses à mesure que les capitaux se concentrent, où la part du travail de direction ne représente plus qu'une faible partie des profits et où la personne de l'entrepreneur cesse de se confondre avec celle des capitalistes : c'est le domaine des sociétés anonymes, dirigées bureaucratiquement par un personnel de salariés.

L'exemple le plus frappant que nous puissions choisir, c'est l'industrie charbonnière. Transportons-nous au pays noir : nous y trouverons tout un peuple de travailleurs, avec ou sans calus, des ouvriers, des ingénieurs, des directeurs de charbonnages. Les uns gagnent 1,000 francs, d'autres, 100,000 ; tous néanmoins sont des salariés. Mais ce qu'on ne voit pas, ce qui ne semble pas exister, ce sont des propriétaires. Où sont-ils ? où se cachent-ils ? à qui appartiennent ces charbonnages ? Demandez-le à ce vieux houilleur qui erre là-bas, près des terris, et il vous répondra comme le père Bonnemort dans *Germinal* : « Je ne sais pas... à des gens ! » Des gens que l'on ne connaît pas, qui ne viennent jamais dans le pays, qui mangent leurs rentes à la ville et qui ne savent peut-être pas où est la fosse dont leur famille est actionnaire de père en fils.

Eh bien ! je vous pose cette question : Supposez que la collectivité exproprie ces actionnaires, fasse rentrer les charbonnages dans le domaine public, procède de même à l'égard de toutes les industries où la propriété et le travail sont complètement séparés, qu'y aura-t-il de changé ? Y aura-t-il une tonne de charbon en moins sur le marché du monde ? Les métiers s'arrêteront-ils dans les linières, les *self-actors* dans les fabriques de coton ? Les ouvriers cesseront-ils de puddler, de laminier, de souffler des manchons dans les verreries, les gigantesques cornues de digérer les matières premières, dans les usines de produits chimiques ? Non ! Ce qu'il y aura de changé, c'est qu'un certain nombre de parasites — personnellement indemnisés — ne pourront transmettre à leur intéres-

sante progéniture les moyens d'exploitation dont-ils disposent ; c'est qu'à partir de ce moment, les flots de richesse que le travail humain fait jaillir iront dans les caisses de l'État ou des compagnies de travailleurs, au lieu d'aller se déverser dans les coffres-forts des capitalistes.

C'est pourquoi, dans toutes les industries où la production se fait sur une grande échelle, où les capitaux sont concentrés en quelques mains, où l'entreprise est dirigée bureaucratiquement, les collectivistes réclament l'appropriation collective des moyens de production. Dans la petite industrie, au contraire, où l'expropriation présenterait actuellement des difficultés insurmontables, et peut-être des inconvénients au point de vue de la production, sans grands avantages au point de vue de la répartition, c'est le domaine de l'entreprise privée, capitaliste aujourd'hui, coopérative demain.

III. — CAPITALISATION.

La troisième fonction que l'on assigne à la classe capitaliste, c'est l'accumulation, par l'épargne, des capitaux nécessaires à la production. De cette initiative laissée aux particuliers, résultent deux conséquences, contradictoires, mais également nuisibles à la communauté : chez ceux qui épargnent, l'avarice de la fourmi, chez ceux qui n'épargnent pas, la sotte prodigalité de la cigale. La capitalisation livrée à elle-même, c'est l'égoïsme, l'instinct propriétaire, la sécheresse de cœur chez les uns, le gaspillage, l'insouciance, les folles et inutiles dépenses chez les autres. Aussi considérons-nous comme un grand progrès que l'*épargne collective* se substitue de plus en plus à l'*épargne individuelle*.

Déjà, les plus intelligents parmi les ouvriers, au lieu de porter leur argent à la caisse d'épargne, constituent le patrimoine collectif des mutualités, des syndicats, des sociétés coopératives. Au lieu d'être propriétaire d'un livret de 100 francs, le socialiste affilié à la Maison du Peuple devient copropriétaire d'une énorme fabrique de pain, d'un magasin de charbon, d'une boucherie, d'un capital de plusieurs centaines de mille francs. Le côté égoïste de l'épargne disparaît ; ses avantages se multiplient à l'infini.

Mais ce qui, bien plus encore que les efforts spontanés des ouvriers, marque la possibilité et l'extension croissante de la capitalisation collective, c'est l'agrandissement continu du domaine public depuis un demi-siècle. Il existe dès à présent, dans tous les pays, un certain nombre de branches d'industries où l'accumulation des capitaux n'est pas l'œuvre des particuliers, mais bien celle de l'État

ou des communes. C'est le cas, par exemple, pour l'industrie des chemins de fer, des postes, des télégraphes, le service des eaux et du gaz, dans les grandes villes. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour les charbonnages, comme en Prusse; l'industrie du tabac, comme en France; la fabrication de l'alcool, comme en Suisse; l'exploitation des téléphones, comme dans le grand-duché de Luxembourg? Quelle impossibilité y aurait-il à ce que le domaine public absorbe un nombre plus ou moins grand d'industries qui font actuellement partie du domaine privé?

La plupart des adversaires du collectivisme ne se rendent pas assez compte que cette doctrine ne fait que prolonger l'évolution actuelle. Beaucoup de bourgeois se figurent naïvement que le régime collectiviste s'établira brusquement et tout d'un bloc, ou bien ne s'établira pas du tout. Et ceux-là diraient volontiers, comme Louis XV : Après nous, le déluge. Rodbertus nous promet un répit de cinq siècles. Lassalle n'est pas loin de nous en accorder deux. Ce sera donc pour nos arrière-petits-neveux. *Ergo*, dormons sur nos deux oreilles, et si les socialistes veulent devancer l'échéance fatale, nos fusils de garde civique sont prêts à faire œuvre commune avec les baïonnettes de nos paysans.

Hors ça ! regardez donc autour de vous, bonnes gens. Voyez les grèves qui se multiplient, les émeutes qui éclatent de toutes parts, les insurrections qui se succèdent avec la régularité des phénomènes naturels, et vous comprendrez que nous sommes déjà dans la fumée de la révolution sociale. Lisez les journaux du temps de vos grands-pères, étudiez les lois de fabrique qui mettent fin au bon plaisir des chefs d'industrie, allez dans les associations ouvrières, faites le compte de vos profits et de vos charges, consultez vos feuilles de contributions, et vous ne tarderez pas à constater que l'organisation de la propriété ne ressemble pas plus à ce qu'elle était hier, qu'elle ne ressemble à ce qu'elle sera demain. Au début de ce siècle, le domaine privé était tout. Aujourd'hui le domaine collectif commence à être quelque chose.

Le meilleur moyen de se rendre compte de l'importance de cette transformation, c'est d'étudier la progression des budgets dans les grands pays démocratiques, et notamment en France et en Angleterre. Il en est, en effet, des États comme des hommes : d'après le montant de leurs dépenses, on peut se faire une idée de l'extension de leur domaine.

Saluez ce budget d'un milliard, disait Thiers, en 1830, aux députés de France, vous ne le verrez plus ! Or, on est arrivé aujourd'hui à 4,235,000,000 de francs, plus de 4,000 millions ! Il est vrai

que l'accroissement du budget de la guerre y est pour quelque chose, mais cette influence ne s'exerce pas sur les budgets des communes, qui suivent néanmoins la même progression. A Paris, notamment, le socialisme municipal fait chaque année de nouvelles conquêtes dans le domaine de l'assistance, de l'instruction, des services publics, sans compter les millions consacrés à l'établissement de la bourse du travail, que les groupes socialistes occupent et dont les frais d'entretien — je dois à M. Valleroux cet amusant détail — sont supportés par les négociants et industriels payant patente.

En Angleterre, le budget de l'État dépasse actuellement 4 milliards, *rien que pour les services civils*, soit le *sextuple* de ce qu'il était en 1817. Et le phénomène se marque, avec une évidence plus grande encore, dans les municipalités, dont les dépenses ont doublé depuis vingt ans et s'élèvent aujourd'hui à plus d'un milliard et demi. Le socialisme communal — qui vient de triompher à Londres — a déjà droit de cité dans la plupart des grandes villes d'Écosse et d'Angleterre. Glasgow, par exemple, nous donne une idée assez nette de ce qui existera à Bruxelles d'ici à quelques années : « La cité a organisé l'enseignement obligatoire et gratuit; elle offre un repas aux enfants nécessiteux » fréquentant les écoles publiques; elle fournit aux habitants le gaz, » les appareils d'éclairage et de chauffage, et elle éclaire les escaliers » communs des maisons à plusieurs logements; propriétaire des » tramways, elle met à la disposition des ouvriers des trains pres- » que gratuits le matin et le soir; elle a créé des bains, des salles » de natation, des lavoirs publics; elle a fait plus encore : après » avoir exproprié des quartiers encombrés, elle a construit des » maisons qu'elle loue aux familles les moins aisées. » Pour subvenir à ces dépenses croissantes, la municipalité de Glasgow, de même que les autres municipalités anglaises, recourent — outre les emprunts — à deux sources de revenus : *l'impôt et les bénéfices des industries socialisées*. Cette dernière source commence à devenir très abondante : d'après M. Sydney Webb, le domaine collectif comprend, notamment, le quart des lignes de tramways et la moitié des usines à gaz du Royaume-Uni.

Ce qui se passe en Angleterre répond déjà, dans une certaine mesure, à une question qui vient tout naturellement à l'esprit : Par quelles voies et moyens serait-il possible d'opérer la transformation pacifique du régime capitaliste? Les *masuirs* sont sur leur arbre et ne se laisseront pas déposséder sans crier. Nul ne conteste que les difficultés soient considérables. Néanmoins, bien qu'il soit fort probable que cette transformation sera entravée par des résistances

aveugles, puis accélérée et *simplifiée* par des commotions révolutionnaires, on peut cependant concevoir, on peut même espérer, que dans certains pays elle pourra s'opérer à l'amiable, par voie d'expropriations successives.

Ceux qui seraient tentés de crier à l'impossible ne doivent pas perdre de vue ces deux considérations, d'une importance capitale : 1^o *l'augmentation inévitable des ressources de l'État*; 2^o *la facilité croissante des expropriations, à mesure que grandira le domaine collectif*.

Augmentation des ressources que l'État pourra consacrer au rachat de nouvelles industries : en effet, les impôts diminueront pour ceux qui vivent et qui travaillent, mais, en revanche, ils s'attaqueront de plus en plus à ceux qui ne travaillent pas, ou bien à *ceux qui ne travaillent plus* : aux propriétaires, en frappant la rente et les valeurs consolidées, aux morts, en restreignant l'hérédité ou en augmentant les droits de succession. — Sans compter que l'État socialiste fera disparaître un grand nombre des charges actuelles. En Belgique, par exemple, sur un budget de 160 millions, — abstraction faite de la dette publique et des chemins de fer, qui rapportent des bénéfices, — on pourrait supprimer, notamment, les 3 1/2 millions de la liste civile, les 8 millions du budget des cultes et les 70 millions du budget de la guerre.

D'autre part, il est évident que les expropriations deviendront plus faciles à mesure que le domaine collectif ira grandissant. Chaque fois qu'une industrie sera socialisée, l'État disposera de ressources plus grandes pour en absorber d'autres. De telle sorte que, selon toute probabilité, la rapidité avec laquelle nous marchons vers le régime collectiviste s'améliorera constamment, comme la marche d'une comète à mesure qu'elle se rapproche du soleil.

De plus, *lorsque l'État aura exproprié les plus grandes industries, celles qui resteront en dehors de son domaine n'échapperont pas pour cela à son influence*. Son organisation servira de modèle aux entreprises privées; devenu leur principal client, il pourra leur imposer des mesures favorables à leurs ouvriers et destinées à compléter l'action des lois industrielles. C'est ce qui se passe dès à présent dans certaines industries parisiennes, où les prix de série, imposées par la ville aux entrepreneurs de travaux publics, ont fini par servir de base pour la rémunération de tous les travaux, même chez des particuliers. Il est évident que dans ces conditions, les capitalistes en arriveront à devoir se gérer à peu près de même que des fonctionnaires; une industrie, où la journée de travail serait fixée par la loi, où les ouvriers participeraient aux bénéfices, discuteraient les règlements, feraient avec les patrons des contrats collectifs, délibéreraient avec

eux dans les chambres d'explications, de conciliation et d'arbitrage, ressemblerait au moins autant à un service public qu'à une entreprise privée.

Il faut tenir compte, en outre, des *progrès certains du régime coopératif*, que l'on pourrait appeler le collectivisme spontané. L'industrie du pain en Belgique nous en fournit un remarquable exemple. Qui eût dit, en 1880, lorsque les socialistes gantois, avec un capital de 3,000 francs, fondèrent le *Vooruit*, que dix ans après, il y aurait une armée de coopérateurs dans chacun des centres industriels? C'est ainsi qu'à Bruxelles, il y a maintenant plus de 18,000 membres à la *Maison du Peuple*, sans compter les membres des autres coopératives non socialistes. Soit donc plus de 18,000 familles, une population de plus de 70,000 consommateurs, qui a la propriété collective des instruments de travail pour la fabrication du pain. Et cela, depuis 1886. Que sera-ce donc dans quelques années, puisque tout le monde — les catholiques, les socialistes et ceux qui ne sont ni chair ni poisson — concourt au même but : exproprier, *décapitaliser* les boulangers qui travaillent à leur compte?

Ainsi donc, toutes les tendances de l'industrie et du monde moderne concourent à la désagrégation du régime capitaliste : la coopération, dans la petite industrie; le collectivisme d'État, dans la grande; les progrès de l'association ouvrière et de la législation industrielle dans toutes les branches de la production.

Dans la répartition des richesses sociales, la part de l'État et celle des travailleurs augmentent : donc par voie de conséquence nécessaire, la part du capital diminue; l'influence grandissante du domaine collectif exerce sur le taux des profits une influence aussi fatale, aussi irrésistible que l'attraction de la lune sur le niveau des marées. Il y aura plus ou moins de secousses, de crises, d'oscillations secondaires, mais il est inévitable que le collectivisme constituera un jour la forme dominante.

Dans une pareille société, où les capitaux trouveront un placement d'autant plus difficile que le domaine privé aura des proportions plus réduites, il est incontestable que les rentiers, les oisifs, les inutiles auront la vie dure.

En revanche, la communauté disposera d'un magnifique patrimoine qui lui permettra d'agir puissamment, par des institutions de toute espèce, sur le développement intellectuel, moral et matériel de tous et de chacun de ses membres.

Et, grâce à ces progrès, ce n'est pas seulement l'intérêt et la rente que l'on verra disparaître, absorbés par la communauté, mais encore cette forme de rémunération qui s'appelle le salariat. Certes, il est

possible de concevoir que celui-ci se maintienne en régime collectiviste : les ouvriers de M. Vandenpeereboom ou ceux qui travaillent au *Vooruit* sous les ordres de mon ami Édouard Anseele, sont des salariés au même titre que les femmes de la Linière gantoise où les métallurgistes de la Vieille-Montagne. Néanmoins, notre idéal ne peut pas être une organisation collective du travail qui respecterait les formes de l'industrie actuelle. Nous aspirons ardemment aux améliorations morales qui rendront possible la coopération de tous les producteurs d'abord et peut-être aussi — car il n'est d'idéal si pur que l'avenir ne puisse réaliser — la communauté anarchiste, débordante de fraternité et de richesses, où chacun, faisant ce qu'il voudrait, comme à Thélème, donnerait selon ses forces et prendrait selon ses besoins.

Mais il faudrait, pour en arriver là, que les écorces cérébrales, si frustes et si grossières encore, fussent immensément développées et affinées. Et c'est à des réformes matérielles immédiates qu'il faut demander les premiers éléments de cette transformation ; pour qu'un sang pur monte au cerveau, il faut une alimentation suffisante : créons des coopératives ; pour que les hommes puissent aimer et penser, il faut des loisirs : réduisons les journées de travail ; pour que les loisirs soient fructueusement employés, il faut que les travailleurs ne soient pas abrutis par le genièvre. Eh bien, coûte que coûte, il faut exproprier les distillateurs, établir le monopole de l'alcool, en réduire progressivement la consommation. Ce sera de l'argent gagné : les millions que l'État dépensera pour empêcher que l'on boive ne sont rien au regard de ceux que l'on dépense aujourd'hui pour noyer ses chagrins, oublier ses misères ou empêcher que l'estomac ne crie famine.

Il faut tenir compte des transformations morales qui résulteront de ces réformes et de toutes celles qui déterminent, accompagnent ou suivent les progrès du socialisme collectiviste, pour apprécier à leur juste valeur les sombres prophéties de ces adversaires : *productivité décroissante du travail à mesure que la propriété collective prendra de l'extension ; lésion permanente de la liberté individuelle*, officielle ou détruite par l'omnipotence de l'État ; *impossibilité des dépenses de luxe*, qui sont le charme de la vie, la fleur de nos modernes civilisations.

En ce qui concerne tout d'abord la productivité du travail, nous avons déjà fait remarquer que les industries où la formule collectiviste devient applicable présentent déjà, au point de vue technique, tous les caractères d'une administration publique. En quoi le directeur d'un charbonnage deviendrait-il moins diligent parce que son traitement lui serait payé par l'État au lieu de lui être assuré

par quelques centaines d'actionnaires? A ne considérer que l'intérêt pécuniaire, la force motrice des deux systèmes est sensiblement équivalente. Mais il faut tenir compte, en faveur de la solution collectiviste, d'un facteur moral dont l'action ira toujours grandissante; au lieu d'être les subordonnés d'une société anonyme, obéissant à la consigne de quelques administrateurs, ceux qui dirigent actuellement l'armée industrielle, deviendront des hommes publics, investis par les travailleurs eux mêmes d'un mandat de confiance, aiguillonnés, non seulement par leur ambition personnelle, mais par des sentiments altruistes dont il est impossible de méconnaître les incessants progrès. Les officiers de nos armées n'hésitent devant aucun sacrifice, y compris celui de leur vie, pour l'honneur du drapeau. Faut-il en attendre moins des officiers de l'armée industrielle, lorsqu'ils cesseront d'être des gardes-chiourmes, ou tout au moins des chefs de mercenaires? Nous ne saurions nous résigner à admettre que cette abnégation, cette énergie, cette solidarité que l'on obtient des hommes, lorsqu'il s'agit d'envoyer du plomb à leurs semblables, on ne puisse l'obtenir quand il s'agira de leur donner du pain!

Quant à ceux qui prétendent que la généralisation du collectivisme étoufferait, dans toutes ses manifestations, la liberté humaine, on pourrait se borner à répondre qu'en tout état de cause rien ne serait changé: autant vaudrait être tyrannisé par les employés de l'État que par les employés des patrons. Mais nous pouvons laisser de côté ces arguments purement négatifs, parce qu'il est de toute évidence que les progrès moraux qui nécessitent et rendent possible la transformation du régime économique, exerceront une influence parallèle sur le régime politique. Nous admettons parfaitement que notre État moderne, l'*État gendarme*, l'*État veilleur de nuit*, remplirait fort mal les multiples fonctions qui lui incomberaient en régime collectiviste. Autant vaudrait charger les brigadiers de maréchaussée de diriger les usines, les commissaires de police d'administrer les universités, les généraux de conserver les musées ou de fermer les bibliothèques. L'État capitaliste a pour but le *gouvernement des hommes*: il lui faut des pouvoirs centralisés, des ministres à poigne, des gardes civiques fidèles, des forces militaires obéissant aveuglément à la consigne: élargissez son domaine, vous créez une vaste caserne ou une république de ronds de cuir. L'État collectiviste, au contraire, aura pour but *l'administration des choses*; il lui faudra une organisation décentralisée, des hommes de science et de pratique, des forces industrielles auxquelles on demandera surtout de la spontanéité et de l'initiative. A la tendance des entreprises privées à devenir services publics, correspond la tendance

des services publics à devenir autonomes. L'appropriation par l'État n'implique nullement — qu'on veuille bien le remarquer — l'exploitation par l'État : rien n'empêcherait celui-ci de mettre les instruments de travail, avec ou sans redevance, à la disposition des collectivités de travailleurs.

Quelques mots, pour finir, d'une objection qui paraissait préoccuper vivement — dans une conversation récente — un de nos plus savants conseillers à la Cour. « Mais, me disait-il, dans votre société collectiviste, qui pourra faire encore des consommations de luxe ? Qui boira le champagne et le bourgogne ? » Je me suis efforcé de calmer ses légitimes inquiétudes en lui faisant observer que l'idéal ne consiste pas précisément à payer tout le monde quatre francs par jour et à imposer à tous les citoyens le cirage de bottes obligatoire. Néanmoins, il ne faut pas se dissimuler que l'abaissement graduel des profits du capital aura pour résultat de diminuer les dépenses de luxe, avec beaucoup plus d'efficacité que les lois somptuaires proposées jadis par le vieux Caton. Mais, ici encore, il est tort probable que les idées se modifieront en même temps que les circonstances, et que le luxe public, fécond en jouissances pour tous, se substituera, dans une large mesure, au luxe privé, qui coûte tant de misères et de souffrances ; car on peut ériger en règle que les choses les plus superflues sont produites par les gens à qui manquent les choses les plus nécessaires. Avez-vous déjà songé, en voyant une jeune femme aux premières loges d'un théâtre, que sur chacun des accessoires de sa toilette il y a du sang et des larmes : la matière première de son éventail à monture d'ivoire c'est une défense d'éléphant volée dans quelque village nègre, et Stanley vous dira qu'il n'en arrive pas une seule en Europe, sans qu'elle ait coûté la vie à un ou deux noirs ; son écharpe de dentelles à été faite, pour un salaire de famine, par une de ces petites malheureuses que la nature de leur travail voue fatalement à la tuberculose ; la baptiste de son mouchoir a peut-être été tissée par ces ouvriers de Cambrai qui, de l'aveu d'un ministre, en sont réduits à aller dans les cours des distilleries, manger la pulpe des betteraves dont les cochons ne veulent pas, et si vous me demandez d'où viennent ses diamants, je vous renverrai à cette *interview* du capitaine Becker, où il déclare que dans les mines du Cap, les ouvriers nègres sont gardés nuit et jour par des géoliers armés de revolvers, et chargés — pour éviter que les noirs n'avalent les pierres précieuses — d'analyser leurs excréments, après les avoir purgés d'office.

Nous ne pensons pas assez à ces choses. Les femmes ne savent

pas ce que chacun de leurs bijoux représente de forces perdues et d'existences sacrifiées. Les enfants des riches sont élevés à l'écart du pauvre ; ils en ignorent presque l'existence, comme le prince des légendes hindoues que son père tenait prisonnier dans ses beaux palais et ses jardins en fleurs, pour qu'il n'eût point l'occasion de voir les chagrins et les misères de ce monde. Mais, de plus en plus, ces ignorances deviennent impossibles, car les pauvres pénètrent dans les jardins et s'assemblent autour des palais : les uns demandent du pain, parce qu'ils sont affamés ; mais il en est beaucoup qui réclament bien autre chose : ce qu'ils veulent, ce qu'ils exigent, ce qu'ils prendront au besoin, c'est une place au soleil, au soleil de l'art et de la science. Ils ne revendiquent pas seulement le collectivisme des biens matériels, mais encore et surtout le collectivisme des trésors intellectuels. Au surplus, l'un ne va pas sans l'autre : le capitalisme engendre le luxe privé, la science fragmentaire et l'art pour l'art, « formule désespérée des natures artistes qui n'entendent plus l'écho leur répondre » ; le socialisme développera le luxe collectif, la science coordonnée et consciente dans un but social, l'art compris par la masse et fécondé par elle. Lorsque l'humanité, au lieu d'être asservie par les machines, sera servie par ses esclaves de fer, on verra renaître les merveilleuses floraisons que la Grèce fit éclore, grâce aux loisirs que lui donnaient ses esclaves de chair. Comme au siècle de Périclès, les maisons seront simples, mais dans la splendeur des monuments, tous pourront contempler la radieuse beauté des chefs-d'œuvre. Et alors s'effaceront les dissentiments et les divergences qui nous séparent et nous déchirent, pour faire place à cette communion intellectuelle, à cette foi profonde que nos ancêtres ont connue pendant les deux grandes époques de leur histoire : l'antiquité polythéiste, au temps où les dieux du Parthénon profilaient leur blancheur sur le ciel pur d'Athènes ; le moyen âge chrétien, lorsque les plus humbles des artisans et les plus hautains des philosophes courbaient également la tête sous les arceaux des cathédrales gothiques.

